

Les Cantons de l'Est et l'Ontario

Le parti conservateur s'abonne au DEVOIR

C'est peut-être dans les Cantons de l'Est qu'il faut rechercher la preuve la plus patente que le parti conservateur avait haïssé pavillon devant la force du sentiment nationaliste.

Dans cette région, je l'ai déjà indiqué, ni les nationalistes ni les "autonomistes" n'avaient posé de candidatures et ne s'occupaient de la direction de la campagne, sauf dans Drummond-Arthabaska. Mais les comités locaux et les électeurs se chargèrent eux-mêmes de faire affirmer nos idées. Le nationalisme avait fait une telle trouée dans l'opinion publique, que les candidats conservateurs, anglais ou français, lui firent, de force ou spontanément, des concessions fort substantielles.

M. James Davidson, candidat conservateur dans le comté de Simcoford, publia un manifeste qui renfermait les paragraphes suivants:

"Electeurs, vous êtes appelés à vous prononcer sur deux grandes questions: la Réciprocité et la Marine de Guerre.

Dans le premier paragraphe, il se posait en adversaire déclaré de la convention douanière; puis il ajoutait:

"20. Je déclare que si je suis élu le 21 septembre prochain, je travaillerai et je voterai contre tout Premier ministre, de quelque parti qu'il soit, qui voudra continuer la politique actuelle sur la marine, telle que votée en 1910, sans avoir au préalable soumis au peuple canadien l'occasion de se prononcer sur cette question par voie d'un plébiscite ou referendum spécial."

"30. Si je suis élu, je travaillerai encore à ce que les droits et prérogatives des minorités canadiennes-françaises et catholiques soient reconnus et respectés à l'égal des droits de la minorité anglaise et protestante de la province de Québec. Soient séparées, reconnaissance de la langue française, etc., etc."

"Ma devise est: LE CANADA POUR LES CANADIENS ET LES CANADIENS POUR LE CANADA."

M. Davidson me demanda mon appui personnel. A regret, je l'avoue, il me fut impossible de me rendre à son désir. M. Pielke, candidat conservateur à Missisquoi, fit des déclarations analogues. Tous les autres emboîtèrent le pas.

• • •

Dans la région de Sherbrooke, les candidats conservateurs, ou leurs représentants, avaient demandé au délégué du comité conservateur de Montréal de m'inviter à aller parler en leur faveur dans une grande assemblée régionale. Le délégué s'efforça de les détourner de ce dessein pervers; il leur représenta que je combattais le parti conservateur presque autant que le ministère libéral, que M. Borden viendrait en personne leur donner l'appui de sa parole et de son autorité, qu'il ne pouvait d'icement appuyer les mêmes candidats que les nationalistes, que la présence successive du leader conservateur et du chef nationaliste dans la même région, appuyant les mêmes candidats, ferait un très mauvais effet dans les provinces anglaises. "L'embarras, dit l'un d'eux, c'est que nous n'avons pas besoin de Borden pour nous faire élire et que nous avons besoin de Bourassa". Déconcerté, l'envoyé du sénateur leur fit observer que M. Bourassa n'appuyait que les candidats qui s'engageaient formellement et publiquement à voter contre tout ministère qui ne soumettrait pas la question navale à un plébiscite. "Mais, répliqua l'autre, c'est que pour nous faire élire, il nous faut faire cette promesse tout de même."

De guerre lasse, le délégué leur dit que j'avais pris autant d'engagements qu'il m'était physiquement possible d'en tenir — ce qui était vrai, du reste, — et qu'ils devaient abandonner leur mauvais dessein. Ils ne le firent pas quitte pour cela. Ils exigèrent qu'on fit circuler le *Devoir* abondamment dans leurs circonscriptions respectives.

• • •

A quelques jours de là, l'un des chefs les plus importants du Comité conservateur, armé des listes électorales de tous les comtés de l'Est, vint au *Devoir*, pour toute la durée de la campagne, quelques milliers de braves électeurs. Du reste, nous fûmes bons princes. Afin de profiter de la situation pour mettre le couteau sur la gorge de ces Messieurs, l'administration du journal leur fit des conditions généreuses: nous n'exigeâmes que le prix de l'abonnement régulier, moins la commission que nous payions aux sollicitateurs ordinaires. Nous restâmes ainsi libres de tout ce qui aurait pu avoir couleur de souscription politique, et nous avions l'indicible satisfaction de faire servir le maniment de l'iniquité tory-impérialiste à répandre à pleines colonnes la bonne doctrine nationaliste.

Je pourrais ajouter que vers la fin de la campagne, trois délégués du comité conservateur de Sherbrooke, deux Anglais et un Canadien-français, vinrent me supplier d'aller tirer mes dernières cartouches en faveur de leurs candidats, "all pledged", me dirent-ils, "to a referendum on the navy question, whatever party is in power".

Je dus leur refuser, ayant promis mes seuls instants libres aux candidats conservateurs de Nipissing et d'Algoma Est. Encore un épisode significatif de la campagne.

• • •

A la fameuse assemblée de Saint-Hyacinthe, le 13 août, j'avais rencontré quelques nationalistes et conservateurs marquants de l'Est et du Nord. Ils étaient venus tout spécialement pour me demander d'aller prononcer deux ou trois discours dans cette intéressante région. Je ne crois pas faire erreur en disant qu'ils avaient une lettre de M. Cochrane, aujourd'hui ministre des chemins de fer. En tout cas, c'est en son nom qu'ils m'invitaient. Je leur répondis qu'il ne me semblait guère possible de me rendre à leur désir, et qu'à tout événement je n'irais appuyer que des candidats s'engageant à réclamer un plébiscite sur la question navale.

A quelque temps de là, je recevais de la même région une nouvelle réquisition, accompagnée des deux dépêches que voici:—

Mattawa, Ont., 28. sept. 1911.

Chas. McCrea,
Sudbury.

I certainly am opposed to reciprocity pact and the navy policy of the government, and will support a request for repeal of naval policy AND A REFERENDUM TO THE PEOPLE, NO MATTER WHO IS PREMIER.

GEO. GIBSON.

Providence Bay, Ont., September 8, 1911.

Chas. McCrea, Sudbury, Ont.

I am opposed to reciprocity pact. I am opposed to naval policy of Liberal government. I will support request for repeal of same. AND REFERENDUM TO THE PEOPLE IN NAVAL QUESTION. NO MATTER WHO IS PREMIER.

W. R. SMYTH.

M. Gordon était le député sortant de Nipissing, M. Smyth, d'Algoma Est. Tous deux étaient de nouveaux-candidats dans les mêmes circonscriptions.

Armés de ces engagements explicites, j'acceptai d'aller appuyer leur candidature de deux discours, l'un en français, l'autre en anglais. Je parlai à Sudbury, le 18 septembre.

Ce discours fut le plus nettement nationaliste, le plus carrément anti-impérialiste de tous ceux que je prononçai durant la campagne. Depuis, l'honorable M. Cochrane, qui ne passe pas pour gaspiller ses diques et ses paroles, m'a fait l'honneur de me dire que mes arguments avaient produit une impression marquée sur les électeurs de langue anglaise, plus encore que sur les Canadiens-français.

MM. Gordon et Smyth furent réélus. A quelques semaines de là, M. Gordon acceptait un fauteuil au Sénat et cédait sa succession électorale à M. Cochrane, appelé par M. Borden à faire partie du cabinet, comme ministre des chemins de fer. M. Cochrane n'a pas, que je sache, accepté cette succession "sous bénéfice d'inventaire", comme dirait M. Gouin. Il n'a jamais répudié les engagements que M. Gordon avait pris à sa connaissance et avec son autorisation. Il doit donc être exempt de reproches des ministres et des députés conservateurs qui ont manqué doublement à leurs engagements, d'abord en refusant de faire abroger la Loi navale, et deuxièmement en ne joignant pas ses efforts à ceux de M. Borden pour faire soumettre la question navale à un plébiscite.

• • •

De tous les faits que j'ai relatés et dont je garantis l'authenticité, que résulte-t-il?

Dans tous les comtés où la question navale a été discutée, au cours de la campagne électorale de 1911—et ces comtés représentent plus d'un quart des circonscriptions électorales du pays—les candidats d'opposition nationalistes, "autonomistes" ou conservateurs, ont demandé la loi navale et promis d'appuyer une demande de plébiscite sur la question navale.

Tous les candidats nationalistes ou "autonomistes" ont condamné également la politique libérale,—marine soi-disant canadienne—et la politique conservatrice,—contribution d'urgence. Le parti conservateur a attiré de ses fonds électoraux et de son appui indirect tous les candidats opposés aux deux politiques. En dehors de ces comtés, la lutte ne s'est faite que sur la réciprocité.

N'étais-je pas rigoureusement dans le vrai lorsque j'écrivais, l'autre jour, à propos du "mandat populaire" inventé par M. Borden à Toronto:

"Le seul mandat explicite que le gouvernement et la majorité ministérielle puissent invoquer, c'est l'obligation d'abroger la Loi navale. Ils en ont un autre, indirect et partiel, celui de soumettre au peuple, au moyen d'un plébiscite, toute mesure de contribution aux armements impériaux. (1)

N'avais-je pas également raison de dire que lorsque les libéraux parlent de la contribution d'urgence comme du "produit hybride de l'alliance tory-nationaliste", ils mentent sans rémission?

La contribution, sans plébiscite, est un produit purement tory: M. Foster disait vrai sur ce point. Elle n'a pu être votée que grâce à la trahison d'une vingtaine de ministres et de députés. Et l'engagement que ces ministres et ces députés ont violé, ils l'avaient souscrit à la pleine connaissance des chefs du parti tory, qui en profita pour arriver au pouvoir.

HENRI BOURASSA.

(1) Le "Devoir" du 22 mai: "M. Borden et le Sénat".